

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 janvier 1993 organisant l'octroi de chèques-repas au personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et de certains organismes d'intérêt public placés sous l'autorité ou le contrôle de l'Exécutif, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 10 juin 1993, 25 février 1999, 19 avril 2001 et du 10 décembre 2004, est remplacé par l'article suivant :

« Les membres du personnel visés aux articles 1^{er} et 2 reçoivent des chèques-repas d'une valeur faciale de 7 EUR dont le nombre est calculé conformément à l'article 19bis, § 2, 2° de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les arrêtés royaux du 3 février 1998, du 10 juin 2001, du 18 février 2003, du 11 juillet 2003 du 27 avril 2004, du 13 février 2009 et du 12 octobre 2010;

L'intervention du Ministère et des organismes d'intérêt public placés sous l'autorité ou le contrôle du Gouvernement dans le prix des chèques-repas est de 5,91 EUR; l'intervention du membre du personnel est de 1,09 EUR par chèque-repas. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2011.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 juin 2011.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J.-L. VAN RAES

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique,

B. CEREXHE

Op voorstel van de Minister bevoegd voor Openbaar Ambt;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 20 januari 1993 tot regeling van de toekenning van maaltijdbons aan het personeel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het gezag of controle staan van de Executieve, gewijzigd door de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juni 1993, 25 februari 1999, 19 april 2001 en 10 december 2004, wordt vervangen door het volgende artikel :

« De in artikelen 1 en 2 bedoelde personeelsleden ontvangen maaltijdbons met een nominale waarde van 7 EUR waarvan het aantal berekend is overeenkomstig artikel 19bis, § 2, 2° van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 3 februari 1998, 10 juni 2001, 18 februari 2003, 11 juli 2003, 27 april 2004, 13 februari 2009 en 12 oktober 2010;

De tegemoetkoming van het Ministerie en van de instellingen van openbaar nut die onder het gezag of de controle staan van de Regering in de kostprijs van een maaltijdbon bedraagt 5,91 EUR; de tegemoetkoming van het personeelslid bedraagt 1,09 EUR per maaltijdbon. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2011.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 juni 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J.-L. VAN RAES

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. CEREXHE

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 1949

[C - 2011/31372]

7 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant création du Comité technique des agences de voyages

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 20 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu les articles 5, § 3, 9, § 2 et 11 de l'ordonnance du 22 avril 2010 portant statut des agences de voyages;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 24 mars 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2011;

Vu l'avis du Conseil économique et social, donné le 28 avril 2011;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 1949

[C - 2011/31372]

7 JULI 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de oprichting van het Technisch Comité van de reisagentschappen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de artikelen 5, § 3, 9, § 2 en 11 van de ordonnantie van 22 april 2010 houdende het statuut van de reisagentschappen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 maart 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2011;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad, gegeven op 28 april 2011;

Vu l'avis 49.774/3 du Conseil d'Etat, rendu le 21 juin 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'état du 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Economie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Définitions

Dans le présent arrêté, on entend par :

1^o « ordonnance » : l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 avril 2010 portant statut des agences de voyages;

2^o « agence de voyages » : toute personne physique ou morale visée à l'article 1^{er}, § 2, 2^o, de l'ordonnance;

3^o « autorisation » : l'autorisation visée à l'article 2, §§ 1^{er} et 2 de l'ordonnance;

4^o « fonctionnaire délégué » : fonctionnaire délégué par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, visé par les articles 3, 5, 7, 8, 9, 12, 13 et 14 de l'ordonnance;

5^o « établissement d'enseignement supérieur » : tout établissement d'enseignement supérieur ou universitaire, établi en Belgique ou dans un autre Etat-membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles s'appliquera à ces Etats..

6^o « Ministre » : le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui a l'Economie dans ses attributions.

Art. 2. Création du Comité technique

Il est créé un Comité technique des agences de voyages, chargé des missions définies à l'article 11 de l'ordonnance.

Art. 3. Composition

§ 1^{er}. Le Comité technique est composé de 6 membres.

§ 2. Le Comité technique est présidé par un de ses membres qui porte le titre de Président.

Le Comité technique comporte également un Vice-président qui exerce le rôle de Président en cas d'absence de celui-ci. En cas d'absence du Vice-président, le membre le plus âgé exerce la fonction de président.

§ 3. La moitié des membres du Comité technique disposent d'une expérience pertinente, de dix ans au moins dans le secteur des agences de voyages ou dans un secteur associé.

L'autre moitié des membres du Comité technique ont exercé dans les dix années précédant le dépôt de leur candidature, et pendant cinq ans au moins, un mandat de chargé de cours dans le secteur du tourisme, dans un établissement d'enseignement supérieur.

Les membres du Comité technique ne peuvent être des opérateurs actifs dans le secteur des agences de voyages ou concurrents dans un secteur associé. Si un membre redevient actif dans le secteur des agences de voyages ou dans un secteur associé, son mandat au sein du Comité technique prend automatiquement fin.

§ 4. Le Comité technique comporte au plus deux tiers des membres du même rôle linguistique.

Le rôle linguistique d'un membre du Comité technique est déterminé en fonction de la langue nationale dans laquelle a été délivré son diplôme le plus élevé.

Le détenteur d'un diplôme qui n'a pas été délivré par la Communauté française ou par la Communauté flamande choisit, au moment du dépôt de sa candidature, son rôle linguistique.

Le Président et le Vice-président appartiennent à des rôles linguistiques différents.

§ 5. Lorsque le Comité technique est appelé à donner un avis sur les projets de réglementation relatifs aux agences de voyages, le fonctionnaire délégué ou l'agent qu'il désigne peut assister le Comité technique avec voix consultative.

Il ne peut assister au Comité technique lorsque ce dernier délibère sur l'octroi, le refus, la suspension ou le retrait d'une autorisation.

Gelet op het advies 49.774/3 van de Raad van State, gegeven op 21 juni 2011, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister bevoegd voor Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Definities

In dit besluit verstaat men onder :

1^o « ordonnantie » : de ordonnantie van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 april 2010 houdende het statuut van de reisagentschappen;

2^o « reisagentschap » : elke natuurlijke of rechtspersoon als bedoeld in artikel 1, § 2, 2^o, van de ordonnantie;

3^o « vergunning » : de vergunning als bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2 van de ordonnantie;

4^o « gedelegeerd ambtenaar » : ambtenaar gemachtigd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, als bedoeld in de artikelen 3, 5, 7, 8, 9, 12, 13 en 14 van de ordonnantie;

5^o « instelling van hoger onderwijs » : elke instelling van hoger onderwijs of universiteit, gevestigd in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie of uit de Europese Vrijhandelsassociatie zodra de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties op deze Staten van toepassing zal zijn.

6^o « Minister » : de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie.

Art. 2. Oprichting van het Technisch Comité

Een Technisch Comité van de reisagentschappen wordt opgericht, belast met de opdrachten zoals omschreven in artikel 11 van de ordonnantie.

Art. 3. Samenstelling

§ 1. Het Technisch Comité is uit 6 leden samengesteld.

§ 2. Het Technisch Comité wordt door een van zijn leden die de titel van Voorzitter draagt voorgezeten.

Het Technisch Comité bevat eveneens een Vice-voorzitter die de rol speelt van Voorzitter in geval van afwezigheid van deze. In geval van afwezigheid van de Vice-voorzitter, oefent het oudste lid de functie van voorzitter uit.

§ 3. De helft van de leden van het Technisch Comité beschikt over relevante ervaring, van minstens tien jaar in de sector van de reisagentschappen of in een aanverwante sector.

De andere helft van de leden van het Technisch Comité hebben in de tien jaar voorafgaand aan de indiening van hun kandidatuur, en gedurende minstens vijf jaar, een mandaat van docent in de sector van het toerisme, in een instelling van hoger onderwijs uitgeoefend.

De leden van het Technisch Comité mogen geen actieve operatoren in de sector van de reisagentschappen of concurrerend in een aanverwante sector zijn. Als een lid terug in de sector van de reisagentschappen of in een aanverwante sector actief wordt, neemt zijn mandaat binnen het Technisch Comité automatisch een einde.

§ 4. Het Technisch Comité bevat maximaal twee op drie leden van dezelfde taalrol.

De taalrol van een lid van het Technisch Comité wordt bepaald in functie van de landstaal waarin zijn hoogste diploma werd uitgereikt.

De houder van een diploma dat niet door de Franse of Vlaamse Gemeenschap werd uitgereikt, kiest op het moment van indiening van zijn kandidatuur zijn taalrol.

De Voorzitter en de Vice-voorzitter behoren tot een verschillende taalrol.

§ 5. Wanneer het Technisch Comité gevraagd wordt om een advies te verlenen over de ontwerpen van regelgeving met betrekking tot de reisagentschappen, kan de gedelegeerd ambtenaar of de persoon die hij aanduidt het technisch comité met raadgevende stem bijstaan.

Hij kan het Technisch Comité niet bijstaan wanneer het comité een beslissing neemt over de toekenning, de weigering, de opschorting of de intrekking van een vergunning.

§ 6. S'il le juge utile, le Président peut inviter un expert, qui n'est pas membre du Comité technique, pour assister aux réunions. L'expert dispose d'une voix consultative.

Lorsque le Comité technique est appelé à donner un avis en matière d'octroi, de refus, de suspension ou de retrait des autorisations, l'expert ne peut être un opérateur économique actif dans le domaine des agences de voyages ou concurrent dans un secteur associé.

§ 7. Lorsque le Comité technique est appelé à donner un avis sur les projets de réglementation relatifs aux agences de voyages, il invite un représentant de chaque fédération professionnelle du secteur des agences de voyages à assister à la réunion. Ce représentant dispose d'une voix consultative.

La fédération professionnelle qui souhaite être représentée au sein du Comité technique, lorsque ce dernier statue sur les projets de réglementation relatifs aux agences de voyages, doit communiquer au secrétariat du Comité technique l'identité et les coordonnées professionnelles de la personne appelée à la représenter au sein du Comité technique.

§ 8. Le secrétariat est assuré par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration Economie et Emploi, qui n'est pas membre du Comité technique.

Le secrétariat est chargé de la présentation des dossiers aux membres du Comité technique et de la rédaction de procès-verbaux.

Le secrétariat ne peut être assuré par le fonctionnaire délégué.

Art. 4. Procédure de désignation

§ 1^{er}. Toute personne répondant aux conditions décrites à l'article 3, § 3, désireuse d'occuper une place vacante au sein du Comité technique, dépose sa candidature auprès du Ministre, selon les modalités fixées dans l'avis de vacance publié au *Moniteur belge*.

§ 2. Le Ministre écarte les candidatures qui sont irrecevables ou qui ne répondent pas aux exigences requises.

Après avoir procédé à une comparaison des titres et mérites des candidats dont la candidature a été jugée recevable, le Ministre dresse une double liste des candidatures par ordre de préférence : la première liste comporte le classement des candidatures des personnes pouvant justifier d'une expérience pertinente dans le secteur des agences de voyages ou secteur associé, une seconde liste comporte le classement des candidatures des personnes chargées de cours en matière de tourisme.

Il est indiqué à côté de chaque nom de candidat le rôle linguistique auquel il appartient.

§ 3. Sur la base de la double liste visée au paragraphe précédent, le Ministre désigne les membres du Comité technique.

Il désigne également le Président et le Vice-président du Comité technique.

Art. 5. Délibérations et votes

§ 1^{er}. Les membres sont convoqués par le secrétaire à la demande du président aux réunions du Comité technique au moins huit jours avant la réunion. L'ordre du jour des réunions et tous les documents utiles à leur préparation sont communiqués aux membres avec la convocation.

Lorsque le Comité technique délibère sur un projet de réglementation en matière d'agences de voyages, le fonctionnaire délégué ainsi que les représentants des organisations professionnelles qui se sont manifestés auprès du secrétariat du Comité technique et que le Président a décidé d'inviter, sont également convoqués.

§ 2. Le Comité technique délibère valablement lorsque la moitié de ses membres plus un est présent.

L'avis donné par le Comité technique est valablement émis à la majorité ordinaire des voix.

Le Président dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix. Le Vice-président dispose d'une voix prépondérante uniquement lorsque le Président est absent. Le membre le plus âgé dispose d'une voix prépondérante uniquement lorsque le Président et le Vice-président sont absents.

§ 6. Indien hij dit nuttig acht, kan de Voorzitter een deskundige, die geen lid is van het Technisch Comité uitnodigen, om de vergaderingen bij te wonen. De deskundige beschikt over een raadgevende stem.

Wanneer het Technisch Comité gevraagd wordt om een advies te verlenen inzake toekenning, weigering, opschorting of intrekking van vergunningen, dan mag de deskundige geen economische operator zijn die in de sector van de reisagentschappen of concurrerend in een aanverwante sector actief is.

§ 7. Wanneer het Technisch Comité wordt gevraagd om een advies te verlenen over de ontwerpen van regelgeving met betrekking tot de reisagentschappen, dan nodigt hij een vertegenwoordiger van elke beroepsfederatie van de sector van reisagentschappen uit om de vergadering bij te wonen. Deze vertegenwoordiger beschikt over een raadgevende stem.

De beroepsfederatie die binnen het Technisch Comité wil vertegenwoordigd worden wanneer het comité zich over de ontwerpen van regelgeving met betrekking tot de reisagentschappen uitspreekt, moet aan het secretariaat van het Technisch Comité de identiteit en de professionele gegevens meedelen van de persoon die gevraagd wordt om haar binnen het Technisch Comité te vertegenwoordigen.

§ 8. Het secretariaat wordt waargenomen door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Administratie Economie en Tewerking, dat geen lid is van het Technisch Comité.

Het secretariaat wordt belast met de voorstelling van de dossiers aan de leden van het Technisch Comité en het opstellen van de processen-verbaal.

Het secretariaat mag niet door de gedelegeerd ambtenaar worden waargenomen.

Art. 4. Benoemingsprocedure

§ 1. Iedere persoon die beantwoordt aan de voorwaarden zoals beschreven in artikel 3, § 3, die binnen het Technisch Comité een vacante betrekking wil innemen, dient zijn kandidatuur in bij de Minister, volgens de modaliteiten vastgelegd in de bekendmaking van de vacante betrekking, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De Minister verwijdt de candidatures die onontvankelijk zijn of die niet aan de vereisten beantwoorden.

Na overgegaan te zijn tot een vergelijking van de diploma's en de verdiensten van de kandidaten waarvan de kandidatuur onvankelijk werd verklaard, stelt de Minister een dubbele lijst van de kandidaturen volgens orde van voorkeur op : de eerste lijst bevat de rangschikking van de kandidaatstellingen van personen die relevante ervaring in de sector van de reisagentschappen of aanverwante sector kunnen voorleggen, een tweede lijst bevat de rangschikking van de kandidaatstellingen van personen die doceren inzake toerisme.

Naast elke naam van de kandidaat wordt er aangeduid tot welke taalrol hij behoort.

§ 3. Op basis van de dubbele lijst als bedoeld in de voorgaande paragraaf, duidt de Minister de leden van het Technisch Comité aan.

Hij duidt ook de Voorzitter en de Vice-voorzitter van het technisch comité aan.

Art. 5. Beraadslagingen en stemmingen

§ 1. Op vraag van de voorzitter worden de leden door de secretaris voor de vergaderingen van het Technisch Comité opgeroepen, en dit minstens acht dagen vóór de vergadering plaatsvindt. De agenda van de vergaderingen en alle documenten nuttig ter voorbereiding worden aan de leden samen met de oproep meegegeed.

Wanneer het Technisch Comité over een ontwerp van regelgeving inzake reisagentschappen beraadslaagt, worden de gedelegeerd ambtenaar alsook de vertegenwoordigers van de beroepsorganisaties die zich bij het secretariaat van het Technisch Comité hebben aangemeld en die de Voorzitter besloten heeft uit te nodigen, eveneens opgeroepen.

§ 2. Het Technisch Comité neemt geldige beslissingen wanneer de helft van zijn leden plus één aanwezig zijn.

Het advies door het Technisch Comité wordt geldig verleend bij gewone meerderheid van stemmen.

De Voorzitter beschikt over een doorslaggevende stem in geval van verdeeldheid van stemmen. De Vice-voorzitter beschikt enkel over een doorslaggevende stem wanneer de Voorzitter afwezig is. Het oudste lid beschikt enkel over een doorslaggevende stem wanneer de Voorzitter en de Vice-voorzitter afwezig zijn.

Art. 6. Impartialité

§ 1^{er}. Lorsque le Comité technique statue sur une demande d'autorisation ou une suspension ou un retrait d'autorisation, le fonctionnaire délégué communique à l'intéressé, avec l'envoi recommandé visé à l'article 5, § 2, alinéa 2, et l'article 9, § 2, alinéa 1^{er} de l'ordonnance, la liste des noms des membres du Comité technique.

L'intéressé peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres du Comité technique, s'il démontre que la présence d'un ou de plusieurs membres crée des doutes sérieux quant à l'impartialité du Comité technique. Le Comité technique se prononce sur la demande de récusation, le membre dont la récusation étant demandée ne pouvant siéger.

§ 2. Lorsque le Comité technique statue sur une demande d'autorisation ou une suspension ou un retrait d'autorisation, indépendamment du mécanisme de récusation prévu au § 1^{er}, tout membre du Comité technique est tenu de se retirer en cas de conflit d'intérêt.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité technique détermine les hypothèses dans lesquelles il y a présomption irréfutable de conflit d'intérêt.

Art. 7. Durée

La durée du mandat des membres du Comité technique est de quatre ans. Ce mandat est renouvelable.

Art. 8. Règlement d'ordre intérieur

Le Comité technique établit un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet pour approbation au Ministre.

Art. 9. Périodicité des réunions

§ 1^{er}. Le Comité technique se réunit dans les trente jours suivant l'introduction d'une demande d'autorisation.

§ 2. Lorsqu'il est envisagé de retirer ou de suspendre l'autorisation, le Comité technique se réunit quinze jours au plus tôt et trente jours au plus tard suivant la saisine du Comité technique par le fonctionnaire délégué en application de l'article 9, § 2, alinéa 1^{er} de l'ordonnance.

§ 3. Lorsqu'il est appelé à se prononcer sur un projet de réglementation relatif aux agences de voyages, le Comité technique se réunit dans les quinze jours à partir la transmission du projet.

§ 4. Le Comité technique se réunit au moins une fois par an.

Art. 10. Jetons de présence

Il est accordé aux membres du Comité technique un jeton de présence de € 16,50 fixé à l'indice 138,01 par réunion à laquelle ils ont effectivement assisté.

Les membres du Comité technique peuvent en outre prétendre à une indemnité de déplacement identique à celle des fonctionnaires de rang A3 du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale par kilomètre pour les déplacements en voiture ou à vélo.

Les déplacements en transport public sont remboursés sur production des pièces justificatives.

Art. 11. Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Il fait entrer en vigueur, à la même date, l'article 11, 1^o, de l'Ordonnance.

Art. 12. Disposition finale

Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 2011.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique,

B. CEREXHE

Art. 6. Onpartijdigheid

§ 1. Wanneer het Technisch Comité een uitspraak doet over een aanvraag tot vergunning of een opschorting of een intrekking van een vergunning, dan deelt de gedelegeerd ambtenaar aan de betrokkene, middels aangetekend schrijven als bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid, en artikel 9, § 2, eerste lid van de ordonnantie, de lijst met namen van de leden van het Technisch Comité mee.

De betrokkene kan de wraking van een of meerdere leden van het Technisch Comité vragen, wanneer hij aantoonst dat de aanwezigheid van een of meerdere leden ernstige twijfels doet rijzen met betrekking tot de onpartijdigheid van het Technisch Comité. Het Technisch Comité spreekt zich uit over het wrakingsverzoek, waarbij het lid voor wie de wraking wordt verzocht niet kan zetelen.

§ 2. Wanneer het Technisch Comité een uitspraak doet over een aanvraag tot vergunning of een opschorting of een intrekking van vergunning, is elk lid van het Technisch Comité, onafhankelijk van het mechanisme tot wraking voorzien in § 1, gehouden om zich in geval van belangenconflict terug te trekken.

Het huishoudelijk reglement van het Technisch Comité stelt de gevallen vast waarin er van een onweerlegbaar vermoeden van belangenconflict sprake is.

Art. 7. Duur

De duur van het mandaat van de leden van het Technisch Comité is vier jaar. Dit mandaat is hernieuwbaar.

Art. 8. Huishoudelijk reglement

Het Technisch Comité stelt een huishoudelijk reglement op dat hij ter goedkeuring voorlegt aan de Minister.

Art. 9. Periodiciteit van de vergaderingen

§ 1. Het Technisch Comité komt samen binnen de dertig dagen volgend op de indiening van een aanvraag tot vergunning.

§ 2. Wanneer beoogd wordt om de vergunning in te trekken of op te schorten, dan komt het Technisch Comité bijeen ten vroegste vijftien dagen en ten laatste dertig dagen volgend op de aanhangigmaking bij het Technisch Comité door de gedelegeerd ambtenaar in toepassing van artikel 9, § 2, 1e lid van de ordonnantie.

§ 3. Wanneer hij wordt gevraagd om zich uit te spreken over een ontwerp van regelgeving met betrekking tot de reisagentschappen, dan komt het Technisch Comité binnen de vijftien dagen bijeen, te rekenen vanaf de overdracht van het ontwerp.

§ 4. Het Technisch Comité komt minstens één keer per jaar samen.

Art. 10. Presentiegeld

Er wordt aan de leden van het Technisch Comité presentiegeld toegekend ten bedrage van € 16,50 vastgesteld tegen het indexcijfer 138,01 per vergadering die ze effectief hebben bijgewoond.

De leden van het Technisch Comité kunnen bovendien aanspraak maken op een verplaatsingsvergoeding per kilometer die identiek is aan deze van de ambtenaren van rang A3 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplaatsingen met de wagen of met de fiets.

Verplaatsingen met het openbaar vervoer worden terugbetaald bij het voorleggen van de bewijsstukken.

Art. 11. Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking op de datum van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Hij doet op dezelfde datum artikel 11, 1^o, van de Ordonnantie in werking treden.

Art. 12. Eindbepaling

De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 juli 2011.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. CEREXHE